

LES GRÈVES DES FONCTIONNAIRES AU MALI DE 2015 À 2020 : UNE CRISE DE GOUVERNANCE VUE D'EN BAS

Issa FOFANA

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali¹
selinkegny1@gmail.com / selinkegny@yahoo.fr

&

Yacouba DOGONI

Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali²
yacouba.dogoni@yahoo.fr

Résumé : Cet article examine les perceptions de la population sur les grèves des fonctionnaires au Mali de 2015 à 2020. La fourniture des services sociaux dans les structures sanitaires et scolaires et de base a été perturbée pendant ces périodes de grève. Comment ces grèves sont-elles perçues par les citoyens ? L'analyse de la perception des citoyens s'appuie sur 50 entretiens semi directifs conduits à Bamako entre 2017 et 2019 pendant les périodes de grèves. Les résultats montrent principalement deux points de vue différents. Selon les fonctionnaires il est indispensable que l'État les mette dans les meilleures conditions quant aux citoyens lambda, ils soulignent un sentiment de discrimination dans la mesure où ceux qui grèvent ont les moyens de se servir en dehors du pays. Les services sociaux de base comme la santé, l'éducation, et d'autres services administratifs ne sont plus fournis.

Mots clés : Grèves, Fonctionnaires, Revendications, Fonction Publique, Mali

CIVIL SERVANT STRIKES IN MALI FROM 2015 TO 2020: A CRISIS OF GOVERNANCE FROM BELOW

Abstract: This article examines people's perceptions of civil servants' strikes in Mali from 2015 to 2020. The provision of social services in health and school and basic structures was disrupted during these strike periods. How are these strikes perceived by citizens? The analysis of citizens' perceptions is based on 50 semi-structured interviews conducted in Bamako between 2017 and 2019 during strike periods. The results mainly show two different points of view. According to civil servants, it is essential for the State to provide them with the best possible conditions, while ordinary citizens point to a feeling of discrimination insofar as those who strike have the means to use services outside the country. Basic social services such as health, education and other administrative services are no longer provided.

Key words : Strikes, Civil servants, Claims, Public service, Mali

¹ Enseignant-Chercheur à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) et Chercheur à Point Sud, Centre de recherche sur le Savoir Local à Bamako, Mali.

² Enseignant-Chercheur à l'Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), au Département de Sociologie et d'Anthropologie et Chercheur à Point Sud, Centre de recherche sur le Savoir Local à Bamako, Mali.

Introduction

Les grèves des fonctionnaires sont fréquentes en Afrique. Plusieurs pays africains ont connu des manifestations de fonctionnaires au cours des trois dernières années, notamment la Côte d'Ivoire (2017), le Tchad (2018 et 2019), le Bénin (2018), la Tunisie (2018 et 2019), la Guinée-Bissau (2018) et le Gabon (2018) selon Jeune Afrique (2018) et Voice Of Africa (2018). R. Mattes, (2015) et N. Cheeseman, (2015) estiment que les relations étroites entre le gouvernement et les fonctionnaires en Afrique ne sont pas toujours faciles. Le second mandat de l'ancien président de la République, Feu Ibrahim Boubacar Keïta (2018), avait commencé par une crise sociale au Mali liée aux grèves des fonctionnaires. Ces derniers craignaient l'insécurité grandissante dans le pays. Cette insécurité a aussi provoqué la fuite des agents de l'État dans les régions de Ségou, Mopti, Bandiagara. La grogne sociale est de plus en plus forte et les vagues de grève des fonctionnaires se succèdent depuis 2015. De 2015 à 2020, les secteurs les plus touchés par les grèves sont : l'éducation, la santé, et la justice. La grève est un mouvement des travailleurs dans la quête d'une meilleure condition de travail. Au Soudan Français (actuel Mali), le premier mouvement de grève date de 1921 lorsque les cheminots se sont battus pour l'émancipation de la tutelle coloniale (Toukara et Telly, 2016 p39). Selon les mêmes, le syndicalisme reste ancré parmi les salariés du secteur public et les entreprises de l'État (p42). Comment ces grèves des fonctionnaires aujourd'hui sont-elles perçues par les citoyens?

1. Méthodes

Cet article s'appuie sur des méthodes qualitatives en combinant les résultats d'entretiens et l'analyse de contenu des articles de presse. Les entretiens ont eu lieu à Bamako durant les périodes de grèves de 2017, 2018 et de 2019. Au total, nous avons réalisé plus de quarante entretiens. Nous avons mené des entretiens avec des leaders des syndicats dans le secteur de la santé, de l'éducation et de la justice, des travailleurs du service public, des chômeurs. Le choix de ces acteurs avait pour objectif de comprendre les raisons des grèves et les perceptions de ceux qui bénéficient les services sociaux de base. En plus nous avons tenu compte de la presse qui diffusent et analysent ces grèves. Ainsi, plusieurs journaux sont associés aux conférences de presse organisées par les syndicalistes, si ce n'est pas l'État qui le fait en réaction aux mouvements de protestation. L'analyse des articles de presse a permis, *de facto* à identifier les motivations des fonctionnaires en grève et les perceptions spécifiques des individus occupant des postes différents.

Les données issues de la triangulation des techniques montrent comment construire l'argument selon lequel il existe un fossé entre les fonctionnaires de la "classe sociale" et les bénéficiaires dépendants des services publics au Mali. Pour l'instant, nous avons laissé ouverte la question de savoir si cet antagonisme est spécifique à la situation du Mali ayant une forte proportion d'individus pauvres ou si les débats n'ont tout simplement pas concerné ce lien. Par le contraste des différents points de vue sur les grèves, il paraît opportun de contextualiser l'engagement politique des classes moyennes et de ramener le point de vue d'en bas - par ceux qui sont marginalisés par les luttes particularistes à cause des avantages individuels comme collectifs.

2. Résultats

2.1. Problèmes sociaux et grèves des fonctionnaires

Les grèves des fonctionnaires surviennent dans une période de crise économique et sociale au Mali. En plus du sentiment d'injustice qui prospère, les problèmes les plus perceptibles sont entre autres le chômage et la corruption entraînant ainsi les populations dans la précarité économique constante. Les ressentis de la protestation menée par les fonctionnaires au Mali montrent une fois de plus la complexité de l'analyse des situations économique et sociale. Au niveau social, si les grèves sont justifiées par certaines personnes, soulèvent néanmoins des discussions comme le démontre la citation suivante :

La crise a provoqué un mouvement de malheureux de toutes sortes. À Bamako, le coût de la vie est élevé à cause du faible revenu. J'estime que 40% des habitants de Bamako surviennent difficilement à leurs besoins, et se trouvent dans l'incapacité de vivre de leur propre revenu. Par exemple, les nombreux mendiants présents à Bamako ne devraient pas être à Bamako parce qu'ils ne peuvent pas y vivre économiquement par le fait qu'ils n'ont pas de revenus leur permettant de survenir à leurs besoins. (Entretien A.K., fonctionnaire ; réalisé le 27 février 2017 à Bamako).

Ces remarques distinguent différents groupes sociaux dans la ville de Bamako. Certaines personnes vivent dans cette ville sans disposer d'un revenu stable. Beaucoup d'entre elles subsistent grâce aux aumônes des citoyens. Pour les personnes qui font l'aumône pensent qu'elles en seront récompensées après la mort. C'est une assurance sans fin entretenue par les structures religieuses, pour elles. Le citoyen, une fois stable financièrement apporte un soutien financier aux pauvres (aux démunis) de plus en plus vulnérables à la mendicité. Dès lors un pan de solidarité sociale s'établit entre les plus nantis et des personnes démunies, ainsi qu'avec leurs proches qui ont un revenu plus ou moins acceptable.

L'analyse de cette situation aboutit à deux approches de la sécurité sociale qui s'affrontent. La première semble être celle relative à la consécration des profits individuels à la famille nucléaire, autrement les ressources économiques du travailleur sont dédiées à la prise en charge des besoins de sa famille nucléaire. Ce modèle est inspiré de l'économie occidentale. La seconde est plus holistique et se repose sur le partage des ressources du travailleur à la prise en charge des dépenses de la famille dont le type le plus répandu dans ce cas précis est polygamique, étendu. En plus de la famille, étant donné que le travailleur considère l'aumône comme un moyen du Salut, reverse une partie de ses ressources dans la morale religieuse à travers l'entretien des mendiants. Il pense aussi que celle-ci est une garantie sociale de soutien et d'assistance aux pauvres, comme A.K. l'a mentionné. C'est le modèle traditionnel du Mali. Il s'est renforcé davantage avec la crise actuelle qui sévit dans le pays et ayant entraîné des crises humanitaires, économiques désastreuses dans plusieurs endroits du Mali.

Une question importante est de savoir comment les fonctionnaires sont impliqués dans la crise actuelle, surtout celle qui touche les autres sous-secteurs de la fonction publique ? En suivant cette logique, ce répondant accuse les fonctionnaires maliens de justifier les grèves en ces termes :

Les revendications des fonctionnaires durant ces cinquante dernières années n'ont abouti à rien. Il faut donc conclure que l'ordre politique et économique qui

gouverne ne peut pas répondre favorablement aux nombreuses revendications mêmes si celles-ci sont nobles (DZK, *Économiste*, 8 novembre 2018.)

Cette personne interrogée et de nombreuses autres personnes pensent que les problèmes signalés par les fonctionnaires sont liés aux réformes économiques néolibérales menées depuis les années 1980, qui ont obligé l'État à se retirer des activités économiques. Ils pensent que ce modèle économique n'apportera pas le changement souhaité et durable. Les fonctionnaires maliens doivent arriver à comprendre cette situation économique globale pour trouver une meilleure solution afin de sortir de ce cycle de revendications depuis les années d'indépendance. « La population active, inégalement répartie sur le territoire, représente environ 30% de la population totale. Elle doit prendre conscience pour dissoudre et déconstruire les discours de l'économie libérale que constituent les outils pour les fonctionnaires », (DZK, *Économiste*, 8 novembre 2018.)

Avec les Programmes d'ajustement structurel (PAS) depuis les années 1980, la situation sociale est restée continuellement instable jusqu'au jour d'aujourd'hui où l'État est redevenu le principal pourvoyeur d'emploi même si le recrutement est de plus en plus encadré par ce dernier. La crise politique et institutionnelle de 2012 va culminer les demandes d'emploi au niveau des services de l'État. Elle va aussi provoquer des revendications de prolongement d'âge au travail, autrement dit les revendications concernent d'une part d'augmenter l'âge à la retraite, et d'autre part, d'augmenter le nombre de fonctionnaires. C'est un sentiment volontariste de réduire la vulnérabilité des pauvres, des marginaux touchés par les effets de l'insécurité et qui ne disposent d'aucune assurance économique et sociale pour y faire face.

En se focalisant sur les intérêts particuliers, le modèle néo-libéral ignore les arrangements collectifs et met de côté les formes de solidarité. Les fonctionnaires suivent leurs intérêts individuels et cela ne changera pas les problèmes sociaux causés par cette économie libérale. C'est dans la même dynamique que certains diplômés sans emploi, à l'instar de Bakoroba, fustige les fonctionnaires grévistes " Les grèves n'apportent rien " (Selon Bakoroba, chômeur, interviewé le 8 mars 2019).

Le nombre de protestations sociales au Mali n'a cessé d'augmenter ces dernières années. La grève de 72 heures du Syndicat national des travailleurs du Mali (SNTM) (janvier 2019) a secoué le pays et a paralysé toute l'administration publique étatique, ainsi que le secteur privé. La majorité des employés du secteur bancaire ont assisté la grève. Certaines de ces grèves ont été suivies par 95% des membres affiliés du 9 au 11 janvier 2019 selon le secrétaire général de l'UNTM Yacouba Katilé. La grève avait pour objectif de régulariser la situation des droits des travailleurs compressés (droits des comptables volontaires à la retraite) et l'intégration des contractuels dans la fonction publique. Les autres revendications étaient la révision des conventions collectives et des conventions minières, les difficultés des employés de l'Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques (UMPP), l'augmentation des salaires et des règles de retraite similaires au secteur privé. Ces revendications sont particulières pour les intérêts de ce groupe relativement privilégié, et leur satisfaction suscite les plus souvent des négociations entre les différentes parties prenantes.

Les négociations qui ont souvent lieu entre le gouvernement et l'UNTM portent généralement sur l'âge à la retraite, l'augmentation du nombre de fonctionnaires. Dans les récentes négociations entre les deux parties ci-dessus citées, le gouvernement a

accepté l'augmentation de l'âge à la retraite. En revanche, il a rejeté le recrutement de 15 000 jeunes diplômés préalablement demandé par l'UNTM. Si l'augmentation de l'âge à la retraite a été considérée comme un avantage supplémentaire pour les travailleurs, puisqu'elle s'applique aussi au secteur privé, elle débouche sur l'accroissement du nombre de jeunes sans emplois. Pour de nombreuses personnes, « plus on dure au travail, moins l'État recrute ». Cette situation a entraîné un rationnement du nombre de personnes susceptibles d'être recrutées (15 000 diplômés revendiqués par l'UNTM). L'État a accepté de recruter 8 000 personnes par an. Cela fait que le recrutement n'est plus lié au nombre de personnes partant à la retraite. Même si les deux parties sont sorties réconciliées et satisfaites des concessions faites, les résultats de la négociation ont modifié les regards sur les fonctionnaires.

2.2. *Le regard d'en bas sur les fonctionnaires*

La fourniture des services sociaux de base a été profondément touchée voire interrompue pendant les grèves des employés du secteur public, notamment la justice, l'éducation et la santé. Les demandeurs des documents judiciaires comme les certificats de nationalité et les casiers, qui sont des documents essentiels pour la constitution des dossiers de candidatures et de recrutement dans la fonction publique, ont été privés durant la période des grèves. On note également le report des jugements dans les tribunaux.

D'autres services tels que les municipalités et les affaires étrangères ont également connu des difficultés dans la fournir de leurs services. Les conséquences de ces grèves sont graves pour la majorité de la population à faible revenu et pour les usagers de ces services publics. Une analyse consacrée à une vue d'ensemble des domaines de la justice, de l'éducation et de la santé montre comment les individus marginaux sont victimes de cette situation à cause d'une faible mobilité professionnelle. Ils semblent être condamnés à vivre les conséquences des grèves.

En 2018, le Studio Tamani a regretté la situation ayant conduit à l'inertie dans les services judiciaires pendant les 100 jours de grèves des magistrats. Il montre, en outre, que durant cette période, des personnes n'ont pas été libérées de prison au Mali (Studio Tamani, 2018). Cela dit des prisonniers, qui étaient en fin de peine et auraient dû recouvrer leur liberté, ont dû rester en prison. L'absence de greffiers retardait les décisions des tribunaux.

Dans un contexte sécuritaire actuel volatile, le corps magistral et les autres fonctionnaires ont été la cible des groupes armés occupant les territoires de Gao, Tombouctou, Kidal, Mopti, Badiagara et Ségou. En plus des menaces, de nombreux agents de l'État ont été enlevés par les GAT comme Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI), Jama'at Nursrat al Wal Muslimeen (JNIM), Front de libération du Macina, Katiba de Serma, Ansaroul Islam. Par exemple, le juge de Niono a été enlevé à 300 kilomètres de Bamako. Cette crainte des groupes armés amène les fonctionnaires à demandé plus de leur sécurité dans les revendications et protestent l'inaction de l'État que l'ensemble des populations reprochent, par ailleurs à l'État, en plus des 110 000 fonctionnaires sur 18,3 millions de Maliens en 2017 selon B. Dembélé, (2017).

Malgré les contraintes sécuritaires difficiles pour les fonctionnaires, de nombreuses personnes les considèrent comme un groupe relativement privilégié à cause des

avantages qui les sont accordées par l'État dans un pays en crise humanitaire qui achemine avec l'insécurité. Cette image établit une relation avec les politiques de développement des années 1960 et 1970. À cette époque, la fonction publique était considérée comme l'un des facteurs importants pour l'émergence de l'État. Ainsi, les fonctionnaires recevaient des avantages en termes de subventions pour les produits de première nécessité.

La hausse des prix des denrées alimentaires, les retards de paiement des salaires et la diminution des avantages sociaux se sont davantage intensifiés. Cette situation débouche une fois de plus sur de nouvelles grèves des fonctionnaires ; le secteur de l'éducation semble être le plus actif dans ces dernières décennies.

Les employés du secteur de l'éducation publique ont passé cinq mois en grève en 2019. Deux situations se sont présentées au moment de la grève des enseignants en 2019 qui se caractérisent toutes l'inégalité dans le secteur éducatif. La première est la stigmatisation des écoles publiques appartenant à l'État. La seconde est le favoritisme ou l'importance que l'État accorde à l'enseignement privé. Pendant que les écoles publiques fondamentales étaient fermées pour des raisons de grève, celles privées poursuivaient leurs cours. À Bamako, où le nombre de fonctionnaires est de 9,9% (INSTAT, 2018), les habitants ne sont pas convaincus de la légitimité de cette grève des enseignants, et s'interrogent :

Mais pourquoi les enseignants vont-ils grève ? Ils doivent avoir l'amour des enfants et de soucier de leur éducation. Que cherchent-ils en fin ? De l'argent ? Ils demandent une augmentation de leur salaire. Si c'est le cas, c'est une bonne raison. Mais ils ont tort aussi parce que ce sont leurs enfants qui doivent être éduqués. Ils ne doivent pas refuser de travailler d'un seul coup. (Entretien avec S. S., restaurateur, le 2 janvier 2019 à Bamako).

Si certaines personnes s'interrogent encore sur les motivations des protestations des fonctionnaires et leurs implications, d'autres pensent les conséquences des grèves pourraient ébranler l'avenir des enfants et le compromettre. Les cours suspendus pendant des mois sont frustrants et constituent une forme d'injustice et d'inégalité dans le traitement des enfants. « Pendant qu'ils sont en grève, les privés étudient. Donc, l'autorité ne les considère pas dans ce cas. Ce que je demande aux enseignants grévistes, ils sont en grève pour une bonne raison. Ils font participer le privé aussi » F. K., femme au foyer, entretien réalisé le 22 janvier 2019).

Les principaux enseignements issus de l'analyse des grèves des enseignants sont la dynamique des grèves des enseignants montrent les limites des autorités à créer un environnement favorable et un climat apaisé pour la promotion des institutions. En revanche, l'État face au dilemme des grèves, s'engage à bloquer les salaires des enseignants comme moyen d'usure de la protestation. Le ministre en charge de l'économie et des finances avait estimé que le salaire est subordonné à l'accomplissement du travail. Le non accomplissement d'un service donne lieu à une déduction du traitement ou du salaire. Les déductions sont effectuées en fonction des périodes d'absence constatées, (article 17 de la loi n° 87-47 / AN-RM).

La situation similaire s'est produite dans le secteur de la santé au Mali. Les grèves dans ce secteur qui demandent de meilleures conditions de travail peuvent durer. Les populations qui dépendent de ce secteur vivent les conséquences de

l'antagonisme entre les syndicats de la santé et le gouvernement. L'image ci-dessous montre la manchette de deux journaux.

Communiqué de presse 1



Source : *Les Echos Hebdo 1535, March 15th, 2019, Page 3*

Les titres annoncent un préavis de grève qui inquiétait les dépendants et les marginaux. Dans le commentaire, ils rappellent les conséquences de la grève du personnel de santé sur la fourniture de l'offre de santé sur les populations. Durant la grève de 2017, qui a entraîné l'arrêt total des services de santé, de nombreuses personnes sont mortes par manque de soins. Ces décès (évitables) ont frustré la population pauvre. Le service minimum qui est un dispositif de la loi qui régit les grèves n'était pas assuré dans les centres de santé. En de son caractère insoutenable pour les populations, l'absence des agents de santé dans les centres pendant un mois ou plus est incompréhensible pour les citoyens. Les informateurs attendent de l'État une restructuration des services de santé en vue d'un meilleur fonctionnement.

Les soins de santé, au Mali, sont organisés autour d'une structure pyramidale qui va des modes de traitement locaux peu sophistiqués aux hôpitaux de haute technologie. Des guérisseurs traditionnels aux centres de santé associatifs, communautaires ou confessionnels, des centres de santé de référence et aux hôpitaux, toute la chaîne de fourniture des soins de santé est affectée pendant la période de grève. Elle s'est finalement réorganisée autour des cliniques privées. Ces dernières ont été fortement sollicitées et se sont développées de manière anarchique et incontrôlées dans les zones urbaines comme dans les zones rurales. Le Mali a libéralisé le secteur de la santé en 1985, notamment par la loi n°85-41 du 22 juin 1985.

Les conséquences de la grève de 100 jours des agents de santé ont occasionné le renforcement du fossé social, notamment entre les différentes couches sociales. Désormais, ces dernières déjà fragilisées par les effets de la crise humanitaire et sécuritaire se sont cloisonnées davantage. C'est ainsi la population marginale et les dépendants ont tissé des nouvelles relations avec les cliniques privées. " Non, je ne suis pas personnellement concerné. La grève des fonctionnaires ne m'intéresse pas beaucoup. J'ai les moyens de me faire soigner dans les cliniques. Cependant, combien de Maliens ont ces moyens ?" (Entretien avec Y. S., commerçant, à Bamako, le 5 mars 2019).

Conscient de ses insuffisances dans plusieurs domaines, notamment la chirurgie entre autres, le soin traditionnel a été l'apanage de plusieurs personnes pendant la période. Les grèves des fonctionnaires des enseignants, des agents de santé, et des magistrats sont considérées comme des moyens de privation des citoyens. Cette situation modifie le regard et les perceptions des populations sur le service public au

Mali qui a d'ailleurs connu des mutations importantes depuis les années 1960-1970 à nos jours.

2.3. *Fourniture des services publics pendant les protestations au Mali*

Connaître le nombre de fonctionnaires reste un problème car il n'existe pas de fichier fiable à ce sujet. Le contrôle physique de 2015 engagé suite au décret n° 2014-0836 / PM-RM du 7 novembre 2014 pour détecter les agents fictifs selon A. Dicko, (2016). Ce qui représentait une perte financière de plusieurs millions de FCFA. L'absence d'un contrôle régulier des fonctionnaires de l'État constitue un handicap important les investissements et les recrutements des diplômés.

Certains citoyens assimilent la série de revendications économiques et financières à un complot contre l'État. Les négociations ont permis d'accorder aux employés de l'État une augmentation de 20% des salaires et une réduction de la taxe de traitement des salaires de 8% en juillet 2016. Les allocations familiales sont passées de 1500 CFA à 3500 CFA et 4000 CFA par enfant vivant avec un handicap (Dao, 2018). Malgré ces avantages perçus par les fonctionnaires, les grèves ne continuent-elles pas ? De nombreux habitants de Bamako fustigent les fonctionnaires et un État complice et partisan :

Les fonctionnaires se battent pour augmenter leurs salaires et qu'en est-il de nous, les pauvres. Est-ce qu'on nous donne quelque chose ? Chacun cherche sa part. L'agent de la fonction publique ne doit pas être milliardaire. Mais, il y a des milliardaires parmi les fonctionnaires maliens. Ils ont beaucoup d'argent et ont de belles voitures, (Entretien avec B. B., diplômé en chômage, Bamako, 8 mars 2019).

Dans le discours public, des voix critiques s'élèvent pour dénoncer le fait que les enfants des fonctionnaires et de leurs proches sont formés en dehors du pays dans les universités prestigieuses et dans les grandes écoles. En cas de maladie, eux et leurs parents sont également soignés à l'étranger. Paradoxalement, cela pourrait être une des raisons de leur négligence dans la gestion des affaires publiques. Un autre informateur explique cet argument :

Les autorités n'aiment pas l'éducation dans ce pays car elles ne veulent pas que les enfants du pays étudient. Ils ont l'habitude de dire que si nous (groupe populaire) refusons d'étudier, leurs enfants vont nous gouverner ici. C'est ce qu'ils font. Vous savez que depuis que le vieil homme [le Président de la République du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, I. B. K.] est arrivé au pouvoir, quelles actions de développement avez-vous remarqué. Lui et Ami Kane³ nous ont détruits. Nous qui sommes ici, nos ateliers et nos magasins. Nous sommes tous au chômage. Ils trouvent une solution aux problèmes de l'éducation des enfants pour que nos petits frères puissent étudier. Sinon, nous, les pauvres, sommes lésés (Tonjon en langue bamanan). (Entretien avec K. F, chômeur, le 6 février 2019 à Bamako).

Cette citation soulève des problèmes d'éducation et de justice sociale au Mali en général. Dans la presse écrite, nous trouvons des articles qui traitent de la même problématique. Ci-dessous un reportage exemplaire que les pauvres gens sont agacés par ces grèves.

³ Ancien gouverneur du District de Bamako 2016- 2018.

Communiqué de presse 2:



Source : *Indépendant* N°4676 of March 6, 2019, page 5

La crise touche tous les secteurs. Par exemple, le titre d'un des journaux fait état de la protestation des femmes contre la crise dans le secteur de l'éducation.

Communiqué de presse 3 : Marche des femmes contre la crise scolaire



Source : *Indépendant* N°4684 of March 18, 2019

Au niveau national, il existe un écart énorme en termes de pauvreté entre les zones urbaines et rurales avec une part de 7,4% de pauvres à Bamako, 36,9% pour les autres villes maliennes et 55,2% pour les zones rurales (INSTAT, 2017 : 34). Ce type de gouvernance sape la confiance en l'État V. Baudais, (2015, p 204) voir M. Bøås et L. E. Torheim (2013). En théorie, l'État est responsable de l'amélioration des conditions de vie de la population.

3. Discussion

La situation dans le Mali contemporain est caractérisée par un large éventail de problèmes qui touchent plusieurs domaines. Les problèmes constatés constituent des déficiences qui pénètrent les domaines de l'emploi, de la santé, de l'éducation, de la justice sociale, de l'approvisionnement en eau et en nourriture et de la sécurité. Englobés dans les services publics et concernent les services sociaux de base dans le même temps, ces différents domaines se trouvent dans un état délirant marqué des grèves intempestives, qui s'étendent souvent dans la durée.

Des mouvements syndicaux, aux revendications des intérêts des syndiqués, les fonctionnaires (les magistrats, les policiers et les médecins des hôpitaux publics, etc.) ont bénéficié d'un statut spécial. Le statut spécial qui signifie un meilleur traitement, est une source d'inégalité manifeste envers les autres employés de l'État et de ceux qui ont un régime de travail différent.

Néanmoins, les auteurs comme M. Raffinot et F. Roubaud (2001) et M. S. Velasco, (2002) ont traité les problèmes des fonctionnaires. Les grèves des fonctionnaires sont des signes d'un problème juridique et de bonne gouvernance. L'État est donc responsable. Et son état favoriserait la concurrence entre les bords syndicaux qui l'exploitent d'une façon judicieuse en vue d'obtenir de bonnes conditions de travail. L'augmentation des salaires semble être le seul moyen d'obtenir des bonnes conditions. L'absence d'un dialogue social consistant, il se résume en des négociations des positions, va profondément davantage fissurer le ciment social,

notamment celui qui lie l'État aux fonctionnaires. En outre, les conséquences d'une absence de dialogue sur les autres parties de la société sont ignorées pourtant elles constituent des réserves sociales pour l'État et les fonctionnaires.

Depuis les années 80, les citoyens (les pauvres, les marginaux) critiquent l'étendue des activités syndicales des fonctionnaires qui sont touchés, même dépendants des services publics, par les effets de la lutte syndicales. Les gens qui sont liés aux services publics par l'exercice de leurs sont diminués et économiquement fragilisés. Ces personnes réservistes de la lutte syndicale remettent en cause les grèves des fonctionnaires maliens dans la mesure elles visent à l'amélioration des conditions de vie des grévistes, et qui ne profitent pas tous les citoyens, notamment les dépendants et les marginaux.

Conclusion

Cet article a abordé le cas des grèves des fonctionnaires au Mali de 2015 à 2020. Elles s'inscrivent dans un contexte de crise sécuritaire et économique. Il ressort des résultats, un sentiment d'insécurité qui se cristallise davantage avec les mouvements de grève. Cette situation rend encore difficile la production et la distribution des services sociaux de base à une grande échelle. Face à la recrudescence des mouvements et des modes de dissipation envisagés, les autorités maliennes privilégient toujours les priorités de la situation économique difficile et précaire à cause de la guerre.

Les dirigeants syndicaux accusent, en effet, le gouvernement de son incapacité d'honorer ses engagements et en illuminant les prétextes liés aux crises. En revanche, les perceptions des habitants de Bamako sur les grèves des fonctionnaires préétablissent des opinions différentes sur la légitimité de ces revendications. Si pour certains, ces revendications visent à l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires, pour d'autres, elles sont normales pensant qu'elles visent de bonnes conditions de travail. Certaines personnes enquêtées dénoncent aussi le manque de lucidité dans ces grèves. Elles estiment que c'est une lutte pour des intérêts individuels et limité l'accès aux services sociaux de base.

Références bibliographiques

- Bøås, Morten, and Liv Elin Torheim. 2013. "The Trouble in Mali-corruption, collusion, resistance". *Third World Quarterly* 34(7): 1279-1292.
- Cheeseman, Nic. 2015. "No Bourgeoisie, No Democracy? The political attitudes of the Kenyan middle class". *Journal of International Development* 27(5) : 647-664.
- CFAO. 2015. « Les classes moyennes en Afrique, quelle réalité ? Quels enjeux? ». White Paper. CFAO-IPSOS-Bearing Point.
- Cooper, Frederick. 2004. *Décolonisation et travail en Afrique : 1935-1960*. Paris. Karthala. 584p.

- Dao, Sadio. 2018. « Nouvelle saison de grèves au mali: défaillance de gouvernance ou coup contre la République ? ». bamada.net. <http://bamada.net/nouvelle-saison-de-greves-au-mali-defaillance-de-gouvernance-ou-coup-contre-la-republique%e2%80%89>, consulted 20 July 2019.
- Dembélé, Boniface. 2017. « Mali : Budget d'État : Ils ne sont que 110 000 fonctionnaires sur 18 millions 300 mille Maliens, mais... » L'enquêteur, <https://maliactu.net/mali-budget-detat-ils-ne-sont-que-110-000-fonctionnaires-sur-18-millions-300-mille-maliens-mais/>, consulted February 27, 2019.
- Dicko, Aboubacar. 2016. « Fonction publique : Le contrôle physique révèle environ 13 000 agents fictifs ». maliweb.net. <https://www.maliweb.net/fonction-publique/fonction-publique-controle-physique-revele-environ-13-000-agents-fictifs-1730552.html>. Consulted, July 18, 2019.
- Fofana, Issa. 2018. « Transformation socio-spatiale et classes moyennes maliennes des quartiers périphériques de Bamako », In Revue malienne des Sciences juridiques, politiques et économiques de Bamako (REMASJUPE). Vol. 5 : 529-548.
- INSTAT. 2015. Enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP), Bamako, Rapport d'analyse, passages 1-4 (avril 2014-mars 2015).
- INSTAT. 2017. Enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP). Bamako, 105p.
- INSTAT. 2018. Enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP). Bamako, 51p.
- Jeune Afrique, 2018, « Tchad : la grève des fonctionnaires va-t-elle reprendre ? », <https://www.jeuneafrique.com/561945/societe/tchad-la-greve-des-fonctionnaires-va-t-elle-reprendre/>, consulté le 15 Juin 2019.
- Mattes, Robert. 2015. "South Africa's emerging black middle class: A harbinger of political change". *Journal of International Development*, 27(5): 665-692.
- Max Karl, 1850, Les luttes de classe en France (1848-1850), <http://piketty.pse.ens.fr/files/Marx1850.pdf>, consulté le 2 Octobre 2022.
- Raffinot, Marc, and Roubaud François. 2001. « Introduction: recherche fonctionnaires désespérément ! ». In Raffinot M. (ed.), Roubaud F. (ed.). *Les fonctionnaires du Sud entre deux eaux : sacrifiés ou protégés ?* Autrepart, (20): 5-10.
- Studio Tamani. 2018. « Grève des magistrats : le gouvernement « indifférent », le judiciaire frappé par des conséquences énormes. », <https://www.studiotamani.org/index.php/themes/politique/17008-greve-des-magistrats-le-gouvernement-indifferent-le-judiciaire-frappe-par-des-consequences-enormesn>, Consulted July 22, 2019.
- Toukara Dianguina et Telly Tibou. 2016. *Guide syndical : Orientation et information*, Friedrich Ebert Stiftung, 113p.

Velasco, Manuel Siméon. 2002. Unprotected Labour: What Role for Unions in the Informal Economy? Genève. Labour Education/2. No 127, ILO Bureau for Workers' Activities.

VOA, 2018, « Les fonctionnaires reprennent le travail après sept semaines de grève au Tchad », <https://www.voafrique.com/a/les-fonctionnaires-reprennent-le-travail-apres-7-semaines-de-greve-au-tchad/4306880.html>, consulté le 16 Juin 2019.